

Thèses sur foi chrétienne et politique

par Jacques Ellul
Professeur à la Faculté de Droit
de l'Université de Bordeaux

I. Les fondements*

1. Absence d'une politique chrétienne

Une première thèse c'est qu'il n'y a pas de doctrine politique ou de théorie politique spécifiquement chrétiennes. Il n'y a pas une éthique chrétienne unique, fixée une fois pour toutes, et gardant toujours le même contenu. Ceci est bien plus accentué en ce qui concerne la politique car s'il y a un enseignement éthique explicite dans la Bible, il n'en est pas de même pour la politique. Il est impossible de tirer une Politique de l'Écriture Sainte. Ceci a été fait bien souvent, mais on peut constater que ces essais sont contradictoires car il s'agit toujours de *justifier* une prise de position politique antérieure : le christianisme devenant un simple moyen de légitimation. D'où, l'extrême diversité (contradictoire) de ce que l'on a pu tirer de l'Écriture Sainte. On a pu démontrer la Monarchie (à partir de la Souveraineté de Dieu) ou l'aristocratie (à partir de l'élection) ou la Démocratie (à partir de l'Universalité du Message), le capitalisme (à partir du salut individuel) ou le socialisme (à partir de la justice...) et actuellement la révolution (à partir de l'Espérance) comme autrefois le conservatisme (à partir de l'ordre voulu par Dieu). En tout ceci il n'y a rien de spécifiquement chrétien. C'est pourquoi on ne peut ni poser la question "Christianisme et politique" (car il n'y a pas de relation *doctrinale*) ni fonder un parti politique ou un syndicat chrétiens (qui ne peuvent l'être parce qu'ils auraient une doctrine chré-

* Les sous-titres sont de la rédaction.

tienne, mais seulement, à la rigueur parce qu'ils regrouperaient des chrétiens entre eux. Mais est-ce le rôle des chrétiens dans la société de rester réunis ?). Il peut seulement y avoir une recherche d'éthique politique pour des chrétiens : quel comportement la foi en Jésus-Christ provoque dans le monde politique, tel que nous le connaissons. Telle est la seule question possible.

2. Relativisation de la politique

Il semble cependant que l'on puisse tirer de l'Écriture une certaine orientation générale de relativisation de la politique. Bibliquement on ne peut pas dire que "Tout est politique" et pas davantage que l'action politique est la pierre de touche de l'action chrétienne. Il reste vrai que l'engagement politique se situe parmi les autres conséquences de la foi, sans aucun statut privilégié. Qu'il s'agisse en Israël de la profonde critique de l'institution royale, de la négation opposée à toutes les politiques de puissance, ou dans les Évangiles de tout ce qui concerne l'opposition entre le Royaume des cieux et les pouvoirs politiques, et le rejet de la tentation d'action politique par Jésus (malgré les exégèses sans fondement qui veulent en faire un chef révolutionnaire) on pourrait accumuler les éléments de cette relativisation de la politique, aussi bien des pouvoirs que de toutes sortes d'actions politiques, légales ou illégales. Cependant, il y a une critique approfondie de toute institution politique, compensée par l'ordre paulinien de l'obéissance. Mais il ne faudrait pas (ce qui a été souvent fait) conserver cet ordre d'obéissance en le séparant de la critique fondamentale (aussi bien dans l'Apocalypse que dans Matthieu).

3. La présence chrétienne

Cette relativisation et l'absence de doctrine politique spécifiquement chrétiennes pourraient conduire des chrétiens à se désintéresser de la politique, pour recentrer la vie chrétienne sur la vie privée. C'est ce qui a été souvent fait, et c'est aussi ce que les pouvoirs politiques souhaitent (enfermer la "religion" dans le cercle de la vie privée). Ceci est insoutenable. Tout d'abord parce qu'il est impossible dans la vie chrétienne de dissocier une vie privée et une vie publique. La personne devant Dieu est un tout et on ne peut séparer la participation à la société ou à l'activité professionnelle (qui est politique !). En second lieu parce que nous ne pouvons pas nous désintéresser du monde dans lequel nous sommes placés, et dont nous sommes reponsables devant Dieu, ainsi que des hommes au milieu desquels nous vivons. Les exigences de justice de l'Ancien Testament ne sont pas épuisées dans la justification spirituelle en Jésus-Christ : celle-ci implique un engagement pour une œuvre de justice. Et on ne peut ici non plus dissocier la justice privée et la justice sociale. Enfin, il me paraît évident que l'ordre d'aller dans le monde, parmi toutes

les nations, s'adresse à tous les chrétiens, et qu'il s'agit d'aller là où sont les hommes. Ce n'est pas seulement une affaire géographique mais aussi sociologique. Il faut que des chrétiens se trouvent partout où sont des hommes, au milieu et avec eux. Et puisque la politique et les organismes politiques sont des lieux privilégiés où se regroupent les hommes, il faut y aller (au lieu d'attendre que les hommes viennent nous trouver dans nos temples). Dès lors on voit un autre aspect de cette impossibilité d'un parti chrétien : celui-ci ne peut se comprendre que s'il y a une doctrine politique chrétienne : une cause politique chrétienne à défendre et à faire triompher. Mais tel n'est pas le problème car précisément en tant que chrétien nous ne pouvons pas choisir la voie de la puissance pour "faire triompher" la vérité. La Vérité de Jésus-Christ s'atteste dans le choix de la Non Puissance (mais toute action politique est un choix de puissance). La motivation de l'engagement politique est le service de l'autre et la rencontre avec l'autre que l'on ne peut éviter comme expression de l'agapé.

4. Diversité des engagements

Mais s'il en est ainsi se pose la question du choix : dans quel mouvement, dans quel parti le chrétien va-t-il s'engager ? avec qui va-t-il coopérer ? Il y a une réponse aujourd'hui très courante et trop facile : avec les pauvres. Il doit être du côté des pauvres. C'est vite dit, mais il est beaucoup moins facile de savoir qui sont les pauvres (les vrais) aujourd'hui. On obéit en réalité à des lieux communs dans ce domaine. Peut-on dire que les "prolétaires" sont les pauvres alors qu'ils sont défendus et représentés par les plus grandes puissances industrielles et militaires, et par les partis les plus puissants et les mieux organisés ?¹ Et puis, il y a eu d'autres critères, dans d'autres siècles, qui paraissaient sans doute aussi évidents et justes que celui auquel nous tenons aujourd'hui. Je crois que si l'objectif premier est la présence au côté des autres, et non pas la défense d'une doctrine, les riches aussi ont besoin d'un témoin à côté et en face d'eux ! Dès lors le choix du parti ou de la cause où on va s'engager n'est pas très important. Ceci scandalisera. Je crois que l'on doit choisir d'après ses sentiments, ses convictions, sa réflexion, son milieu (pour ou contre), ses intérêts etc... D'ailleurs c'est *toujours* ce que l'on fait en réalité, mais on couvre cela d'un manteau chrétien, ce que nous devons éviter. Il y a toujours, dans toutes les causes (au début en tout cas), un aspect positif et séduisant où l'on peut accrocher du christianisme. Il vaut mieux être franc et clair là dessus. Dès lors des chrétiens se trouveront dans des partis politiques opposés.

¹ J'ai longuement traité ce problème du pauvre du point de vue biblique dans *L'homme et l'argent*, 1949 (Réédition Presses Bibliques Universitaires, Lausanne, 1979), et "Qui est aujourd'hui le pauvre" dans *Trahison de l'Occident*, 1975.

C'est vrai. Mais n'y a-t-il pas au moins des "limites" absolues, des "interdits" ? Pour les uns ce sera le fascisme, pour les autres le communisme. Je ne crois même pas que l'on puisse dire cela. Il est bon après tout qu'il y ait des chrétiens parmi les fascistes ou parmi les communistes, *mais*, et c'est ici le point crucial, à trois conditions : s'il n'y a pas d'identification entre christianisme et fascisme/communisme. Si l'on est présent *d'abord* et fondamentalement en tant que chrétien (la qualité de chrétien passant *avant* toute autre). Si l'on conserve une pleine indépendance de jugement et d'appréciation à l'intérieur du mouvement où l'on s'est engagé. Et c'est là, dans la pratique, que l'on rencontrera les limites, le possible et l'impossible.

II. La pratique

Autrement dit, le problème central est celui de la pratique chrétienne dans le parti ou le mouvement où l'on s'est engagé. C'est là que peut se dévoiler la spécificité de la présence du chrétien, bien plus que dans l'option théorique de telle ou telle orientation.

1. Le chrétien, conscience critique

Dans le mouvement politique, à l'égard des organismes directeurs, et des camarades, le chrétien doit être une sorte de conscience critique. Non pas au sens négatif, mais au contraire, de façon à rectifier l'action et les motivations. Il doit être suffisamment dégagé pour voir clairement et sans esprit de parti ce qui se fait, l'évolution du parti, et procéder à des remises en question fondamentales. Il ne peut être le militant dévoué qui accepte la direction les yeux fermés. Il est une *conscience*, c'est à dire que tout ce qui s'exécute doit être l'objet d'une décision claire et non pas de machinations, de machiavélismes, de conseils secrets ou de simples habitudes. Et il doit être une conscience *critique*, c'est-à-dire qu'il n'a pas à céder à des engrenages, à une antériorité, à des raisons superficielles. Il est appelé à être une sorte de miroir de ce qui se fait, en même temps que de point de départ d'une réflexion sur ce qui se fait. Autrement dit il ne peut jamais accepter de devenir un partisan obéissant, ayant adopté si pleinement les intérêts du parti ou de la cause qu'il n'est plus capable de rien mettre en question, lorsqu'il suffit d'invoquer devant lui "l'intérêt supérieur" du mouvement. Cette critique a à s'exercer à partir des objectifs mêmes que l'on avait fixés, mais aussi à partir des valeurs qui sont issues du christianisme.

2. La question des moyens

Cette conscience critique doit s'exercer avant tout à l'égard des moyens employés. Le problème des moyens est un problème radical et décisif dans notre société, qui, en tant que société technique, est une société caractérisée par la multiplication et la puissance des moyens et non plus par les fins. Or, la question des moyens dans la politique, dans un parti ou un mouvement est absolument décisive. Après tout, presque tous les partis politiques ont les mêmes finalités (bonheur de tous par exemple). Ils se séparent vraiment sur les stratégies et sur les moyens à employer. Et c'est toujours au niveau des moyens que se posent les problèmes d'humanité ou de moralité, de même que c'est dans la domaine des moyens que se révèlent les excès : police, violences, camps de concentration, propagande, etc., ce sont des moyens. Le jugement et la vigilance du chrétien doivent donc porter sans cesse sur les moyens employés. Il ne peut tolérer un moyen injuste, inhumain, dégradant etc... On admet d'ailleurs de plus en plus que les moyens dégradent les fins. C'est à dire que l'on n'obtiendra jamais un résultat positif grâce à des moyens négatifs, un résultat humain grâce à des moyens inhumains. Il n'est pas vrai que l'aboutissement d'une série de violences puisse être une société pacifique, pas plus que l'aboutissement de moyens injustes puisse être une société juste. Lorsqu'un parti triomphe grâce à la violence et l'injustice, le gouvernement qu'il établit sera nécessairement et pour longtemps un gouvernement de violence et d'injustice. Il faut le savoir *rigoureusement*. Et c'est pourquoi je disais plus haut que c'est dans la pratique que le chrétien verra s'il peut ou non coopérer avec ce parti ! Il doit sans cesse procéder à la mesure de l'opposition entre les objectifs annoncés et les moyens employés, et aussi à l'appréciation des moyens selon l'éthique chrétienne. Mais alors que la première, il doit l'annoncer, l'énoncer clairement dans son parti, la seconde, il la garde pour lui, pour prendre sa décision, de continuer ou non à coopérer.

3. Relativiser les enjeux

Le chrétien dans un mouvement politique doit être celui qui relativise les actions, qui dédramatise. Ceci est d'ailleurs une conséquence de ce que nous venons de dire au sujet des moyens. La tendance de tout mouvement politique est d'absolutiser son action, d'en faire un "Tout ou rien", ce qui est nécessaire pour mobiliser les partisans, pour les engager dans l'action ; et de même on cherche à dramatiser les conflits, à porter à l'incandescence, pour en faire un moyen de propagande. Or ceci, qui est très courant, et inacceptable, d'abord parce qu'il s'agit d'une manipulation mensongère des partisans ou de l'opinion. Il s'agit de les engager en fonction de raisons et de réalités fausses,

inexactes, et de les engager dans une action extrême, c'est-à-dire où précisément l'usage de tous les moyens sera permis. Le travail du chrétien est de toujours relativiser. Nous avons une expérience historique suffisamment tragique de ce qui se passe quand les conflits et oppositions sont portés à l'absolu et deviennent des combats pour la "vérité" : ils sont alors inexpiables et totalement inhumains. La relativisation du politique est la condition de l'humanisation de la politique. Si l'on est convaincu que l'on peut obtenir certains résultats, certains changements, appréciables et moyennement satisfaisants grâce à une action politique, mais sans prétendre réaliser ni la Liberté absolue, ni la Justice absolue, sans prétendre agir au nom de la Vérité absolue, alors évidemment la politique est moins exaltante et le militant moins dévoué de façon inconditionnelle, mais ce que l'on fait reste à grandeur humaine ; on peut dire que si on ne dramatise pas, si on n'absolutise pas, alors les adhérents ne vont pas "marcher" : cela voudra dire seulement que l'action politique et la cause en question prises en elles-mêmes ne les intéressent pas. Et pourquoi donc les obliger à "marcher" dans ces conditions ? c'est un des gros reproches que je ferais aux opérations actuelles dites de "conscientisation", qui ne sont nullement des prises de conscience mais de la propagande à base de dramatisation.

4. Le respect de l'autre

Une conséquence essentielle de cette attitude porte sur la relation à l'égard de l'autre. L'autre, c'est le partisan d'en face, le membre de cet autre mouvement adverse. Si l'on absolutise, dramatise, on sait comment on finit par le considérer comme un ennemi, comme le défenseur du mal, comme l'incarnation du mal. Il n'est plus un homme mais une sorte de diable. La seule solution est de le tuer, de l'éliminer. Or, cela, le chrétien dans la pratique ne peut jamais le tolérer. L'adversaire est un homme comme nous. Il est très curieux que cette idée élémentaire, qui a fini par gagner souvent dans les guerres nationales, est difficile à faire admettre dans les conflits internes politiques. Le chrétien est appelé à en témoigner constamment et à rappeler que l'adversaire quoiqu'il ait fait doit être traité en tant qu'homme en respectant sa dignité humaine. Il n'a pas à céder aux entraînements passionnels qui conduisent à "l'exécration" de l'ennemi. Et bien plus, le chrétien doit examiner avec sérieux les arguments de l'autre. Il doit expliquer dans son propre parti en quoi tel discours, tel projet émanant d'un parti adverse peut être écouté, pris au sérieux. Il est appelé à se faire l'interprète des uns à l'égard des autres, et parfois devenir un lien de communication et de confrontation vraie. Nous ne pouvons pas prendre notre parti des séparations politiques telles qu'aucune communication ne sera plus possible.

5. Témoin de Jésus-Christ

Enfin un dernier exemple de la conduite possible du chrétien dans un parti politique ne nous retiendra pas longtemps. Nous avons dit que c'est *en tant que chrétien* qu'il est appelé à s'engager dans la politique, et par conséquent il peut (je ne dis pas : il doit) être appelé à témoigner explicitement de sa foi au Seigneur Jésus-Christ quand l'occasion se présente (je ne dis pas : tout le temps, et surtout pas de façon accusatoire et conflictuelle). Il faut que la Parole de Dieu (en tant que *parole*, et pas seulement service ou présence) soit aussi entendue là.

III. Primauté de la foi chrétienne

1. L'intransigeance chrétienne

Je connais les réactions en présence de ces propositions. On dira : "ce n'est pas prendre au sérieux la politique. C'est nier la lutte des classes. L'action politique dans ces conditions devient impossible". Je répondrai brièvement aux trois objections. Que vaut-il mieux prendre au sérieux : la politique ou Jésus-Christ ? Là est le point. Et si on est décidé à prendre si totalement au sérieux l'action politique, que l'on puisse considérer l'autre comme un ennemi absolu, et que l'on soit prêt à utiliser n'importe quel moyen pour faire triompher la cause, alors, on peut faire un certain examen de conscience, car cela veut dire que l'on a abandonné Jésus-Christ. En second lieu : c'est vrai que cette conduite relativise la lutte des classes. Mais il faut prendre conscience que nous sommes à l'égard de la lutte des classes dans la même situation psychologique que nos pères à l'égard de la Patrie en 1914 : un état de croyance aveugle et obsessionnel. La lutte des classes n'est pas plus scientifique ni davantage "valeur totale" que la patrie de 1914 : c'est un conflit difficile qu'il s'agit de négocier et non pas d'absolutiser. On a fini par se rendre compte que les guerres nationales étaient des imbécillités qui avaient coûté des millions de morts ; il vaudrait mieux se rendre compte de la même chose avant qu'il ne soit trop tard pour la lutte des classes. Ceux qui sont scandalisés par cela doivent se rappeler combien les patriotes de 1914 étaient scandalisés par toute remise en question de la patrie. En troisième lieu : *si la politique devenait impossible* dans les conditions où j'ai tenté de montrer qu'il fallait la réduire et la relativiser, cela ne voudrait dire qu'une seule chose, c'est qu'elle est alors le domaine du diable (au sens étymologique de dia-bolos, le *diviseur*), et de Satan (au sens étymologique de Schatan : d'*accusateur*) et rien d'autre.

2. Le réalisme chrétien

Dira-t-on que c'est une attitude idéaliste ? Je répondrai qu'il s'agit au contraire exactement d'une attitude réaliste. Et je reviens à la nécessité du réalisme chrétien, c'est-à-dire la capacité à considérer la réalité telle qu'elle est dans sa juste dimension, contrairement à tous les politiques qui oscillent entre une perspective optimisante (grâce à la politique nous résoudrons tous les problèmes), ou bien idéaliste (est idéaliste l'affirmation communiste selon laquelle dans la société sans classe il n'y aura plus ni aliénation, ni répression, ni marginalisation) et une utilisation mythologique du réel en vue de la propagande. Le chrétien est tenu de considérer les faits et les réalités humaines aussi exactement que possible, aussi noirs soient-ils, sans désespérer, et aussi minimes ou importants soient-ils sans les falsifier. L'attitude que j'esquissais est seule raisonnable et cohérente au réel. Le réalisme n'implique pas la dramatisation ni la propagande ! Mais ce qui peut se produire, c'est que cette attitude devienne insupportable aux partisans et camarades du même parti que celui du chrétien, et que celui-ci soit considéré comme subversif ou traître, et finisse par être expulsé. C'est évidemment un risque à prendre : celui même du témoignage. Mais le réalisme doit être une attitude d'esprit constante pour le chrétien parce que la réalité a une dimension pour lui plus profonde que celle de l'information et aussi parce que le réalisme concernant la situation politique est dépassé par l'espérance qui dépasse de loin toutes les actions politiques, quoiqu'elle puisse en inspirer quelques-unes.

3. La radicalisation chrétienne

Le terme d'espérance évoque bien entendu l'action révolutionnaire. Tout ce que j'ai dit peut-il signifier qu'il n'y a pas de participation à une action révolutionnaire pour les chrétiens ? Assurément pas. Mais avec une nuance importante. Le chrétien, en ce domaine, est appelé à discerner quel est le véritable niveau de la révolution et le point où faire porter vraiment l'action révolutionnaire. Je dirais que s'il s'agit de s'inscrire dans un mouvement révolutionnaire qui dure depuis trois quarts de siècle, qui a ses objectifs bien arrêtés, des troupes nombreuses, une organisation puissante, il n'y a rien là de révolutionnaire ! de même s'il s'agit de faire une révolution primaire (comme celles du Tiers Monde, dont je ne nie pas l'importance et la nécessité mais dont je peux dire que ce sont des révolutions attardées, du XIXe siècle).

Le chrétien doit voir en avant : ce que les autres ne discernent pas encore comme étant les *nouveaux lieux* de la Révolution. Et c'est cela que l'on peut appeler la radicalisation. Il ne faut pas la confondre (ce que l'on fait en général) avec la dramatisation. La radicalisation, c'est la recherche de la racine. Quelle est *actuelle-*

ment (et non pas hier !) la racine du Mal, de l'Injustice, de l'aliénation etc... Dès lors on ne peut pas se contenter d'une explication ou d'une analyse qui date d'un siècle. Les conditions ont changé. Le chrétien doit procéder à une analyse nouvelle à partir du réalisme. Et découvrir quelle est la *nouvelle* action révolutionnaire à mener, ce qui implique à la fois l'imagination, l'engagement, l'analyse intellectuelle dépouillée des mythes et idées toutes faites, et la disponibilité, et c'est là seulement que prend signification l'Espérance (et non pas dans une insertion dans la masse). Mais alors, dans ce rôle d'Eclaireur ou d'avant-garde, le problème de la violence révolutionnaire pour la conscience chrétienne est précisément un faux problème. Le rôle du chrétien dans l'optique révolutionnaire est d'être celui qui *renouvelle* sans cesse l'option et l'optique révolutionnaire.